

Les mauvais côtés de la transparence

PHARMA. Le secteur n'arrive pas à retrouver une véritable progression boursière. Malgré une grande sensibilité aux effets d'annonce.

Et si les groupes pharma n'étaient que des leviers à dividendes? Difficile de trouver une autre explication dans l'évolution boursière du secteur. Un secteur qui s'est globalement engagé dans un couloir il y a près de dix ans, et qui semble incapable d'en sortir depuis. Quand les valeurs n'affichent pas carrément une tendance baissière, comme les américaines Schering-Plough ou Pfizer. Sans doute a-t-on cru trop vite et trop fort au miracle pharma: les années 1990 sont invariablement marquées par une évolution exponentielle. Aujourd'hui, l'envol s'est largement tassé, laissant place à une volatilité chronique. Presque prévisible puisque tout se dessine au gré de l'avancée du pipeline. Certainement un levier concurrentiel efficace. Mais un médiocre moteur boursier en raison de la transparence (presque) totale que les règles sectorielles lui imposent. C'est pourtant le seul mécanisme sur lequel les groupes peuvent s'appuyer.

Mais comment en profiter alors qu'il est systématiquement intégré par avance? Une réponse possible demeure l'intérêt spéculatif, car le cours est de fait particulièrement sensible aux effets d'annonce. Addex l'a plus que démontré la semaine dernière. Hier, c'est

Actelion qui en a subi les conséquences. Hors politique de dividendes (Novartis a presque triplé son dividende en 10 ans), l'investisseur n'a d'autre choix que prendre position sur une mauvaise nouvelle. Et sortir à la prochaine annonce rassurante.

Pour expliquer l'évolution du secteur, les conditions de marché sont souvent évoquées. Troublantes pour les agences de notations, dont Fitch et Standard & Poor's qui se sont prononcées courant décembre, ces conditions n'en sont pas moins identiques pour tous. D'ailleurs les réponses (hors des domaines thérapeutiques) diffèrent peu d'un groupe à l'autre. A la pression des génériques et à l'échéance massive de brevets, les principaux opérateurs ont tous répondu en renforçant leur R&D et en alimentant excessivement leurs programmes d'études. Logique confirmée par le dirigeant de Roche, qui a affirmé dans *Sonntags Zeitung* viser une croissance supérieure au secteur et vouloir renforcer sa position à long terme grâce à un pipeline particulièrement bien alimenté. Selon S&P, en Europe, près de 80 molécules sont aujourd'hui en étude clinique de phase III. Les ventes progressent également de manière très homogène, avec tout au plus des variations de 1 ou 2%

par rapport à la moyenne sectorielle (environ 5% selon S&P). Difficile encore de pointer des avantages compétitifs à long terme parmi les opérateurs dominants. La concurrence par le positionnement prix n'a pas vraiment lieu, hors produits génériques. Quant au cantonnement thérapeutique, il s'impose le plus souvent pour des raisons historiques et se déploie autour de blockbusters. Une réalité de laquelle Novartis tente d'ailleurs de se détourner, comme l'a affirmé Daniel Vasella

(*Wall Street Journal* du 21 décembre), qui prévoit un abandon général du produit de masse pour la thérapie ciblée. Une évolution stratégique qui n'a d'ailleurs rien de vraiment nouveau et s'inscrit dans l'évolution naturelle des connaissances génétiques. Inutile d'attendre le moindre effet de surprise, là encore, le secteur avance en toute transparence: aucun concurrent ne cache sa volonté de se positionner sur le champ de la médecine personnalisée. Il est d'ailleurs légitime d'attendre beaucoup de

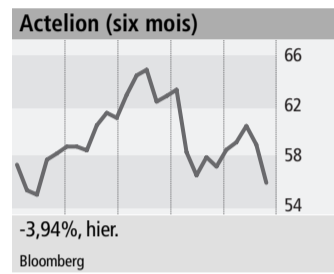
ce tournant, dont l'un des effets sera de transformer la pharma en industrie de services. La vraie progression boursière reprendra alors, peut-être. (SG)

ON ATTEND SANS DOUTE TROP DES VALEURS PHARMAS. LA VRAIE PROGRESSION BOURSIÈRE EST POURTANT ENCORE HYPOTHÉTIQUE.

Actelion: trop de questions ouvertes

La pharma bâloise a chuté en bourse, hier, victime d'un mauvais effet d'annonce. En cause, l'observation de certains effets secondaires dans la première étude de phase III de son produit contre l'insomnie primaire, Almorexant. L'annonce a provoqué un certain désappointement des investisseurs, sur un titre toujours confiné dans un couloir. Depuis décembre 2006, la valeur ne décolle pas de la fourchette comprise entre 50 et 65 francs. Le consensus à l'achat est toutefois resté inchangé.

Actelion a également annoncé avoir atteint les objectifs primai-



res et secondaires de son étude menée sur deux semaines, par ailleurs sans objectif direct d'homologation. Les effets secondaires constatés présentent a priori un double impact. Le premier, évident, est de prolonger la phase d'étude. Le second, relevé par

Helvea, est un possible resserrement du bassin d'utilisateurs potentiels de la substance. De fait, les promesses thérapeutiques d'Almorexant sont pour l'heure suspendues.

Pour Actelion, la découverte d'effets secondaires remet sur l'ouvrage ses objectifs de diversification. La société est à l'heure actuelle encore très dépendante de Tracleer. Le traitement, pour l'instant indiqué dans les cas d'hypertension pulmonaire, pèse près de 84% du chiffre d'affaires d'Actelion. Une extension de l'indication est actuellement en cours, dans les cas de fibrose idiopathique pulmonaire. Sal. Oppenheim table y voit d'ailleurs la prochaine homologation de la pharma. Helvea prévoit aussi que cette nouvelle indication fasse grimper les ventes d'environ 5%. ■

Swatch cède des activités à Juken Technology

Swatch Group vend les activités de moteurs pas à pas de son unité Microcomponents à la firme singapourienne Juken Technology. La cession, qui porte sur un chiffre d'affaires de 15-20 millions de francs, touche un peu plus de 100 collaborateurs, surtout en Chine. La transaction prendra effet d'ici fin février 2010, a indiqué lundi le groupe biennois actif dans l'horlogerie et les microtechniques. D'un montant non divulgué, elle concerne les machines utilisées en Suisse et à Zhuhai (Chine) dans la fabrication de moteurs destinés à l'industrie automobile. Juken Technology intégrera aux conditions actuelles les quelque 90 employés exerçant à Zhuhai, précise le communiqué du groupe présidé par Nicolas Hayek. De même pour la majorité des quatorze personnes travaillant en Suisse, alors que cinq personnes seront remplacées au sein de Swatch Group. La décision de Swatch Group de se recentrer sur son «coeur de métier» a été bien accueillie à la Bourse suisse. Selon les analystes, les activités cédées représentent un chiffre d'affaires de 15-20 millions de francs par an, à comparer à des ventes globales qui ont atteint près de 2,5 milliards au premier semestre 2009. Swatch Group a déjà vendu en 2008 deux sociétés liées à l'automobile. Selon la Banque cantonale de Zurich, le bénéfice annuel généré par le segment abandonné est inférieur à un million de francs. - (ats)

La nouvelle terre promise des biotechs s'appelle Archamps

Les plans de financement d'aide au démarrage des entreprises du côté français rendent le site enfin attrayant pour les entrepreneurs.

JÉRÉMY NIECKOWSKI

Si la France a raté le train de la biotech, au regard de la forte représentation de ce secteur en Suisse, en Italie ou encore en Allemagne, elle a, depuis 2007, pour ambition de rattraper son retard et très rapidement. Comment? A renfort de plans divers, (crédit d'impôts recherche à 0%, aide au capital risque, remboursement anticipé de la TVA, etc.) bien dotés en fonds publics (2 milliards d'euros) et destinés principalement à favoriser l'essor d'entreprises de biotechnologies et encourager l'innovation. Parmi les outils de financement mis à dispositions, figurent le paiement à hauteur de 50% des frais de recherche la première année de la création d'une société. Cette part descend à 40% et 30%, les deuxième et troisième années, qu'il y ait ou non accroissement des dépenses annuelles. «Quel que soit le montant de la facture présentée aux instances de contrôle françaises. Ce sont des conditions sans pareil, et impossible à décrocher en Suisse», commente Hervé de Kergrohen, président de Biodata, forum des biotechs qui se tiendra les 2 et 3

février prochain, à Archamps. Cette formule a séduit plus d'un entrepreneur, dont Hervé de Kergrohen, qui a basé sa biotech (Anavex, spécialisée dans la lutte contre la maladie d'Alzheimer) dans ce pôle technologique. «La Suisse offre des dégrèvements d'impôt intéressants pour les sociétés rentables. Pour toutes celles qui ne génèrent pas encore de cash, les conditions sont maintenant meilleures en France», ajoute-t-il. Plusieurs sociétés suisses ont, elles aussi, ouvert des filiales de l'autre côté de la frontière pour disposer de ces mannes financières. «Depuis peu, la France cherche à combler son désavantage compétitif dans ce domaine. Mais la Suisse conserve tout son attrait, tant pour ce qui est de la qualité et de la densité de sa recherche que pour ce qui est de la disponibilité de personnel qualifié. La proximité de centre de recherche d'excellences et la proximité des universités facilite l'interaction entre les start-up et les acteurs académiques», tient à relativiser Benoît Dubuis, président de BioAlps, le biocluster de la région lémanique. Et aussi membre du conseil d'administration de Geneuro. Ce spin-off de Biomérieux, spécialisé dans le développement d'applications thérapeutiques basées sur les rétrovirus endogènes, dont la sclérose en plaques, entretient des liens historiques avec la France et a établi son quartier général à Genève du fait de la présence d'Écllosion. Et depuis cette année basé un bureau

à Archamps. «Les aspects concernant l'expérimentation in vivo ont toujours été conduits en France. Pour ce qui concerne toutes les autres activités liées à la validation de la cible, dont le volet épidémiologie et le développement clinique, les travaux sont coordonnés depuis la Suisse, avec le soutien d'Écllosion basé à Plan les Ouates et de ses partenaires. Afin de se rapprocher des instituts académiques lyonnais avec lesquels s'est construit ce projet, GeNeuro a établi une présence physique en France pour gérer spécifiquement ces aspects du développement», ajoute François Curtin, CEO de Geneuro. Addex, basé à Plan les Ouates, dispose depuis plusieurs années déjà un bureau d'étude du côté d'Archamps, autant pour des questions de législation (essais sur les animaux) que financières. Si la région genevoise est considérée comme l'un des principaux foyers de biotech en Europe, et que Lyon et Grenoble se sont imposées sur la scène internationale notamment à travers les clusters ou les universités desquelles naissent des spins-off chaque année, Archamps a pour ambition de concourir dans la même catégorie que ses voisins du Rhône Alpes et compte justement positionner son pôle comme une référence. Sa direction peut compter sur des relais de poids pour atteindre son but. La présence, lors de la présentation de la 7^e édition de Biodata (un symposium international annulé en 2009 faute d'engagement de la

part de sponsors historiques), du président de l'Assemblée nationale en France Bernard Accoyer en témoigne. «Devant la désindustrialisation de la région de Haute-Savoie, et le déficit du renouvellement économique, il est essentiel de trouver de nouveaux relais de croissance. Archamps a pour vocation de devenir une pépinière de start-ups. Son Bioparc de devenir un centre de formation d'excellence (à travers les universités de Grenoble et de Genève qui y disposent d'antennes) et offrir des formations de pointe par exemple dans les domaines de la gériatrie clinique ou de la recherche physique pour les hôpitaux», a-t-il souligné. Ces paroles ne sont pas destinées à rester en l'air. L'Etat français affiche les moyens de ses ambitions. «Il est essentiel pour les entrepreneurs de pouvoir compter sur ces fonds. Comme il est essentiel de mettre en relation des directeurs de sociétés avec les gérants de ces fonds, qu'ils soient publics ou privés. Raisons pour lesquelles Biodata se tiendra maintenant à Archamps chaque année et non plus à Genève», ajoute Hervé de Kergrohen. ■

LES CONDITIONS DE FINANCEMENT DES BIOTECHS EN FRANCE SONT SANS PAREIL, ET IMPOSSIBLES À DÉCROCHER EN SUISSE.

Foster Wheeler s'implante à Genève

La société d'ingénierie Foster Wheeler va transférer - partiellement - son siège de Perryville, dans le New Jersey, à Genève. Le groupe américain, coté au Nasdaq, entend se rapprocher de ses clients européens. Déjà domicilié à Zoug, l'entreprise, employant quelque 14.000 collaborateurs et générant des ventes d'environ 7 milliards de dollars, propose par l'intermédiaire de ses filiales, un large éventail de services d'études, d'ingénierie, de construction, de fabrication, de gestion et de développement de projets, ainsi que de recherche et d'exploitation d'usines. Foster Wheeler travaille pour les secteurs des raffineries, du pétrole et du gaz, de la pétrochimie, de la chimie, de l'énergie, de la pharmacie, de la biotechnologie et de la santé. «Compte tenu

de la croissance mondiale de Foster Wheeler, avec désormais 85% des revenus qui sont générés hors des Etats-Unis, le déménagement permettra d'accroître considérablement notre efficacité en matière de gestion, parce que notre équipe sera plus près des marchés et des clients», selon le CEO et président Raymond Milchovich, cité dans un communiqué de presse. Dès début 2010, Genève devrait accueillir le CEO, le président exécutif, le directeur des finances, ainsi que d'autres postes clés (sept au total). A priori, aucun emploi ne sera créé. La société n'est cependant pas encore inscrite au registre du commerce du canton. Foster Wheeler, pour expliquer son déménagement, mentionne une fiscalité très attrayante dans la ville du bout du lac. (BBS)

GENÈVE: L'Oréal se recentre

L'Oréal Suisse a rationalisé son organisation, en regroupant toutes ses activités sur un lieu unique dans le canton de Genève. La direction générale et les services communs (IT, RH, logistique, communication et direction scientifique) ainsi que les divisions produits grand public et produits professionnels sont d'ores et déjà établis dans leurs nouveaux locaux à Vernier. Début janvier, le pôle Cosmétique active Suisse (auparavant à Neuenhof) et L'Oréal Produits de Luxe Suisse SA (précédemment à Renens) rejoindront le site du Chemin de Blandonnet. Ce dernier accueillera donc bientôt l'ensemble des activités de la filiale suisse du géant français des cosmétiques. Le nouveau siège devrait compter environ 400 collaborateurs, un chiffre similaire aux effectifs actuels. En quelque sorte, ce déménagement vient ponctuer un exercice marqué par le centième anniversaire du groupe français, leader dans son secteur. (BBS)